Le Service national universel (SNU) rassemble chaque année moins de volontaires que ce que le gouvernement se fixe comme objectif. Volontariat n'est sans doute pas le mot juste d'ailleurs puisque le SNU s'adresse aux mineur•es, de 15 à 17 ans. Premier signal, dans le deuxième gouvernement Borne, le SNU est passé sous le contrôle conjoint du ministère de l'éducation nationale et celui des armées. Plusieurs informations récentes indiquent que le gouvernement relance son intention de le rendre obligatoire. Des réunions, avec le président de la République, se tiennent à cet effet. Le Parlement n'est pas saisi à ce jour.

L'État serait sur le point de budgéter une dépense supplémentaire d'un milliard et demi d'euros, chaque année, pour obliger les jeunes de 15 à 17 ans à faire le SNU.

Le budget des armées est de 44 milliards d'euros pour 2023, en augmentation de 25 % par rapport à 2017. Dans le même temps, on ferme des écoles, collèges et lycées, on ne recrute pas le nombre nécessaire d'enseignants, enseignantes et auxiliaires de vie scolaire indispensable au bon fonctionnement du système scolaire. S'ajoutent à cela les nombreux autres besoins sociaux, utiles à la collectivité, qui ne sont pas satisfaits, comme la santé, transports, culture, etc.

Les organisations et collectifs qui composent le collectif Non au SNU appellent toutes les forces démocratiques qui refusent le SNU à exiger le retrait du projet gouvernemental et à agir unitairement pour cela.

Communiqué du collectif « Non au SNU ! »

Le Service national universel que le gouvernement veut rendre obligatoire pour les jeunes de 16 ans

Une opération de soumission de la jeunesse : il s'agit d'inculquer un esprit d'obéissance aux règles, un respect absolu des normes… Règles et normes qui, pour la plupart, ne visent qu'à perpétuer les inégalités et injustices inhérentes à l'organisation actuelle de la société. Cette volonté de soumission passe aussi par un contrôle renforcé, notamment à travers la mise en fiches de toutes et tous les jeunes de 16 à 25 ans. Volonté de soumission, enfin, car elle ne reconnaît comme « engagement » des jeunes que les dispositifs étatiques.

La remise en cause des droits des travailleurs et travailleuses : les jeunes seront utilisé•es pour remplacer des emplois aujourd'hui occupés par des employé•es qui ont un salaire, une convention collective ou un statut, la possibilité de s'organiser syndicalement, des droits individuels et collectifs. Avec le SNU, chaque année, 800 000 jeunes seront exploité•es, sans aucun de ces droits, pour des durées variables ; ils et elles seront très vivement encouragé•es à poursuivre leur « engagement volontaire » par un service civique, dans les mêmes conditions de précarité.

Des dépenses considérables : Ces milliards seraient bien plus utiles pour le service public de l'Éducation, qu'aux mains des militaires !

Le renforcement de la militarisation. Encadrement militaire, levée du drapeau, chant guerrier, uniforme, parcours du combattant, raid commando, etc. contribueront à l'endoctrinement des jeunes. La propagande visera à banaliser encore plus le rôle de l'armée, alors que celle-ci est en pointe dans la répression, sur le territoire français, dans les colonies et diverses régions du monde. Sans surprise, il n'est nullement question dans le programme de pacifisme, de non-violence, ni de remise en cause du rôle de l'armée.

Le gouvernement nous dit : Il faut que les jeunes s'engagent. Mais c'est déjà le cas !

Ils et elles s'engagent pour lutter contre le racisme, pour que cesse la destruction de la Terre, pour défendre leur droit à étudier, pour le partage des richesses, pour le droit au logement, pour l'égalité

des droits et contre les discriminations, etc. Ce n’est pas à l’État de les forcer à s’engager ! Comment peut-on parler d’apprendre la citoyenneté, lorsqu’on confie l’encadrement à l’armée (qui, par ailleurs, n’était pas demandeuse) ?

Non au SNU ! Abrogation du SNU !

Campagne unitaire contre le SNU : *Union pacifiste, Union syndicale Solidaires, ASSO-Solidaires, Solidaires Lycéen·nes région parisienne, Fédération Solidaires Étudiant·e·s, Fédération SUD éducation, SUNDEP Solidaires Sud Enseignement privé, Solidaires Jeunesse et Sports, Fédération SUD Collectivités territoriales, Fédération Éducation de la Confédération Nationale du Travail, CNT Santé, Éducation, Social et Territoriale de Lorraine, Syndicat unifié du bâtiment de la région parisienne de la Confédération Nationale du Travail, Fédération éducation/recherche de la CNT-SO, Émancipation tendance intersyndicale, Les Jeunesses Syndicalistes, Mouvement National Lycéen, Fédération Indépendante et Démocratique Lycéenne, Fédération nationale de la Libre Pensée, Droits Devant !!, Ni guerres ni état de guerre, Causes communes, Anciens Appelés en Algérie et leurs Ami(e)s Contre la Guerre, Réseau des Centres de Recherche, d’Etude et de Formation à l’Animation et au Développement, Mouvement de la paix, ATTAC-France, Stop Fuelling War, Abolition des Armes Nucléaires – Maison de Vigilance, Mouvement de l’Objection de Conscience Nancy, GRATLIB, Queer Education, Fédération Nationale Laïque des Amis des Monuments Pacifistes, Parti Communiste des Ouvriers de France, Europe Écologie – Les Verts, Fédération Anarchiste, Union Communiste Libertaire, L’insurgé, Les Jeunes écologistes, Union des Jeunes Révolutionnaires, Union Prolétarienne ML, Unité Communiste de Lyon, Groupe libertaire Jules Durand, Pour une Ecologie Populaire et Sociale, Mouvement Résilience, Alternatives et autogestion, Cercle 49, Radio-Libertaire, Revue Silence, Cerises la coopérative, Questions de classes, L’Allume-Feu, Arc en ciel théâtre réseau coopératif. Collectifs locaux unitaires Non au SNU Loire-Atlantique, Lyon, Bordeaux, Angoulême, Nancy, Chambéry, Hérault, Vendée.*

NON à l'embrigadement
NON à la militarisation
DE LA JEUNESSE !

Fédération des Travailleur·euses de l'Education et de la Recherche
CNT SOLIDARITÉ OUVRIÈRE

Confédération Nationale des Travailleur·euses - Solidarité Ouvrière

Fédération des Travailleur·euses de l'Education et de la Recherche

fede.educ.public@cnt-so.org

EducationCNTSO educationso www.cnt-so.org